

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 47 (ex-article 81TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Maria Berger, Caspar Einem

Qualité : - Membre

Article III-47 (ex-article 81)

1. Sont incompatibles avec le marché intérieur et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché intérieur, et notamment ceux qui consistent à:

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
- d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

3. Toutefois, le paragraphe 1 peut être déclaré inapplicable:

- a) à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- b) à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- c) à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:
- d) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,

e) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

4. Les accords conclus dans le cadre de négociations collectives entre partenaires sociaux en vue d'objectifs de politique sociale ne relèvent pas du paragraphe 1 du présent article.

Explication éventuelle

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 52 (ex-article 86TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Maria Berger, Caspar Einem

Qualité : - Membre

Article III-52 (ex-article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'éditent ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux dispositions de la Constitution, notamment à celles prévues aux [articles 12 et 81 à 89].
 2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt **économique** général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.
 3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.
-

Explication éventuelle :

Cet amendement répond aux préoccupations exprimées au groupe de travail Europe sociale que la référence aux entreprises de services publics à l'article 86 n'implique aucunement l'obligation de fournir ces services exclusivement par l'intermédiaire d'entreprises et de type commercial, et que les États membres demeurent libres, notamment dans le contexte de la subsidiarité, d'organiser eux-mêmes ou par l'intermédiaire de collectivités locales, la fourniture de ces services d'autres façons.

Il reflète l'interprétation large conférée par la Cour à la notion de « services d'intérêt économique général » au sens de l'actuel article 86, paragraphe 2, du Traité CE¹.

¹ Dans les arrêts visés à la note précédente, la Cour, invitée à examiner si le droit exclusif accordé par des partenaires sociaux à un fonds sectoriel de pension pour gérer les pensions complémentaires du secteur concerné et la restriction de concurrence qui en découle peuvent être justifiés au titre de l'article 86, paragraphe 2, du Traité CE, a jugé, en substance, que les régimes sectoriels de pension en cause remplissent une « fonction sociale essentielle dans le système de pension aux Pays-Bas » et que « la suppression du droit exclusif conféré au fonds pourrait aboutir à l'impossibilité pour ce fonds d'accomplir les missions d'intérêt économique général qui lui ont été imparties dans des conditions économiquement acceptables et mettre en péril son équilibre financier » (voir, notamment le point 111 de l'arrêt Albany).

AMENDMENT FORM

Suggestion for : Part III

Suggestion for amendment of Article : III-51

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Amendment : Art. III-51

Insert a new para. 3:

“3. All agreements concluded in the context of collective negotiations between management and labour in pursuit of social policy objectives, such as by adopting measures to improve conditions of work and employment, are, by virtue of their nature and purpose, falling outside the scope of the paragraph 1 of the article.”

Explanation (if any) :

The protection granted to social partners in the Constitutional Treaty should cover also their principle sheltering, as well as that of their agreements in relation to competition rules (the Albany principle C-67/96) – public procurement included.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-51

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-51 (ex-article 85) (concurrence)

1. Sans préjudice de [article III-50 (ex-84)] la Commission veille à l'application des principes fixés par les [articles III-47 et III-48 (ex-81 et 82)]. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.
2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission adopte une décision européenne motivée constatant l'infraction aux principes. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les dispositions nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.
3. **La Commission peut adopter des règlements concernant les catégories d'accords à l'égard desquels le Conseil a agi conformément à l'article 83, paragraphe 2, point b.**

Explication :

La modification proposée vise à maintenir le statu quo en ce qui concerne l'adoption par la Commission des règlements d'exemption par catégorie. En effet, la hiérarchie des normes introduites par le Titre V de la Partie I, ne prévoit plus la construction actuelle du traité, selon laquelle la Commission peut adopter, en application directe du traité, les règlements visant à exempter (si certaines conditions sont respectées) des catégories d'entreprises de l'obligation de notifier certains types d'accords ; la Commission ne peut utiliser cet instrument qu'après avoir reçu l'autorisation du Conseil d'adopter un règlement d'exemption pour le type d'accord concerné. La modification proposée maintient la possibilité pour la Commission d'adopter tels règlements tout en gardant l'autorisation préalable du Conseil.

Cf. également l'article III-54

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-51

By Ms / Mr : Mr Bonde

Status : X- Member - Alternate

Article III-51 (ex Article 85)

1. Without prejudice to [ex Article 84], the Commission shall ensure the application of the principles laid down in [ex Articles 81 and 82]. On application by a Member State or on its own initiative, and in cooperation with the competent authorities in the Member States, which shall give it their assistance, the Commission shall investigate cases of suspected infringement of these principles. If it finds that there has been an infringement, it shall propose appropriate measures to bring it to an end.
2. If the infringement is not brought to an end, the Commission shall adopt a reasoned European decision recording the infringement of the principles. The Commission may publish its decision and authorise Member States to take the steps, the conditions and details of which it shall determine, needed to remedy the situation.

COMPANIES THAT MISUSE A DOMINATING POSSITION SHALL IN PRINCIPAL PAY FULL COMPENSATION TO CUSTOMERS WHO CAN DEMONSTRATE A LOSS.

Explanation (if any) :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article III – 52.2

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Redraft as follows:

Having regard to the provisions of Article III-3, undertakings entrusted with the operation of services of general economic **and social** interest or having the character of a revenue-producing monopoly shall be subject to the provisions of the Constitution, in particular to the rules of competition, in so far as the application of such rules **are consistent with the achievement of the Unions objectives set out in Article I-3 and** does not obstruct the performance, in law or in fact, of the particular tasks assigned to them. The development of **cross-border** trade must not be affected to such an extent as would be contrary to the Union's interests.

Explanation (if any) :

This amendment is linked to my proposed amendment to Article III-3, which sets out clear principles applicable to services of general interest. It seeks to clarify the legal standing of SGIs and the extent to which competition rules may apply consistent with the overall objectives of the Union

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : [Article III-52 \(ex Article 86\)](#)
By Mr Hain

Status : **Member**

[Article III-52 \(ex Article 86\)](#)

1. *Okay*
2. *Okay*
3. The Commission shall ensure the application of this Article and shall, where necessary, adopt appropriate European regulations or decisions. [European regulations adopted under this Article shall only be binding as regards the result to be achieved.](#)

Explanation (if any) :

This amendment preserves the status quo.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-52

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-52 (ex-Artikel 86)

(1) Die Mitgliedstaaten werden in Bezug auf öffentliche Unternehmen und auf Unternehmen, denen sie besondere oder ausschließliche Rechte gewähren, keine den Bestimmungen der Verfassung und insbesondere deren [Artikel I-4 Absatz 2 und den Artikeln III-47 bis III-55 (ex-12 und 81 bis 89)] widersprechende Maßnahmen treffen oder beibehalten.

(2) Für Unternehmen, die mit Dienstleistungen von allgemeinem ~~wirtschaftlichem~~ Interesse betraut sind oder den Charakter eines Finanzmonopols haben, gelten die Bestimmungen der Verfassung, insbesondere die Wettbewerbsregeln, soweit die Anwendung dieser Bestimmungen nicht die Erfüllung der ihnen übertragenen besonderen Aufgabe rechtlich oder tatsächlich verhindert. Die Entwicklung des Handelsverkehrs darf nicht in einem Ausmaß beeinträchtigt werden, das dem Interesse der Union zuwiderläuft.

(3) Die Kommission achtet auf die Anwendung dieses Artikels und erlässt erforderlichenfalls geeignete Europäischen ~~Verordnungen oder~~ Beschlüsse. ***Erforderlichenfalls können geeignete Europäische Rahmengesetze erlassen werden.***

Explanation (if any) :

Aufgrund der Grundrechtsrelevanz dieser Befugnis sollte das ordentliche Gesetzgebungsverfahren zur Anwendung kommen.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-52

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Elena Paciotti, Pervenche Berès, Maria Berger, Helle Thorning-Schmidt, Olivier Duhamel, Linda McAvan, Luis Marinho, Carlos Carnero, Anne Van Lancker, Caspar Einem, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Ben Fayot, Claudio Martini, Proinsias De Rossa, Robert Badinter

Article III-52 (ex-article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'éditent ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux dispositions de la Constitution, notamment à celles prévues **dans la II partie et** aux [articles I-4 paragraphe 2 et III- 47 à III-55 (ex-12 et 81 à 89)].
2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt ~~économique~~ général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment **aux dispositions de la II partie de la Constitution et** aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.
3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.

Explication eventuelle:

Les exceptions à la libre concurrence ne peuvent en aucun cas préjuger les droits fondamentaux prévus dans la Charte.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-52

By Ms / Mr : Voggenhuber, Wagener, McCormick, Lichtenberger, Nagy

Status : - Member - Alternate

Artikel III-52

Article III-52(ex Article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux dispositions de la Constitution, notamment à celles prévues aux [articles I-4 paragraphe 2 et III-47 à III-55 (ex-12 et 81 à 89)].

~~2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.~~

2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles de la Constitution et du présent Traité, notamment aux règles de concurrence, sauf décision de la collectivité responsable de l'organisation du service de l'auto-produire dans le respect des principes de réversibilité et de réciprocité et dans les limites de l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur ont été imparties. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de la Communauté.

3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.

Explanation if any :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article:

III-52

Déposée par Monsieur:

Joachim Wuermeling

Qualité:

Suppléant

Texte du Praesidium

- (1) Die Mitgliedstaaten werden in Bezug auf öffentliche Unternehmen und auf Unternehmen, denen sie besondere oder ausschließliche Rechte gewähren, keine den Bestimmungen der Verfassung und insbesondere deren [Artikel I-4 Absatz 2 und deren Artikeln III-47 bis III-55 8ex-12 und 81 bis 89)] widersprechenden Maßnahmen treffen oder beibehalten.
- (2) Für Unternehmen, die mit Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse betraut sind oder den Charakter eines Finanzmonopols haben, gelten die Bestimmungen der Verfassung, insbesondere die Wettbewerbsregeln, soweit die Anwendung dieser Bestimmungen nicht die Erfüllung der ihnen übertragenen besonderen Aufgaben rechtlich oder tatsächlich verhindert. Die Entwicklung des Handelsverkehrs darf nicht in einem Ausmaß beeinträchtigt werden, das dem Interesse der Union zuwiderläuft.
- (3) Die Kommission achtet auf die Anwendung dieses Artikels und erlässt erforderlichenfalls geeignete Europäische Verordnungen oder Beschlüsse.

Amendement proposé

- (1) Die Mitgliedstaaten werden in Bezug auf öffentliche Unternehmen und auf Unternehmen, denen sie besondere oder ausschließliche Rechte gewähren, keine den Bestimmungen der Verfassung und insbesondere deren [Artikel I-4 Absatz 2 und deren Artikeln III-47 bis III-55 8ex-12 und 81 bis 89)] widersprechenden Maßnahmen treffen oder beibehalten.
- (2) Für Unternehmen, die mit Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse betraut sind oder den Charakter eines Finanzmonopols haben, gelten die Bestimmungen der Verfassung, insbesondere die Wettbewerbsregeln, soweit die Anwendung dieser Bestimmungen nicht die Erfüllung der ihnen übertragenen besonderen Aufgaben rechtlich oder tatsächlich verhindert. Die Entwicklung des Handelsverkehrs darf nicht in einem Ausmaß beeinträchtigt werden, das dem Interesse der Union zuwiderläuft.
- (3) Die Kommission achtet auf die Anwendung dieses Artikels und erlässt erforderlichenfalls **nach Maßgabe eines Europäischen Gesetzes** geeignete Europäische Verordnungen.

Begründung:

Die Instrumente dieses Artikels müssen in Einklang gebracht werden mit Art. I-35. Danach muss eine Verordnungsermächtigung zunächst in einem Gesetz vorgesehen werden. Dieses sollte im regulären Gesetzgebungsverfahren nach Art. I-33 Absatz I erfolgen.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III - 47

Déposée par Monsieur Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Qualité : - Membre

Article III-47 (ex Article 81)

3. Paragraph 1 may, however, be declared inapplicable in the case of:

...

(c) any concerted practice or category of concerted practices, which contributes to improving the production or distribution of goods or to promoting technical, or economic or environmental progress, while allowing consumers a fair share of the resulting benefit, and which does not:

(...)

Explication éventuelle :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-47

By Ms / Mr : Mr Bonde

Status : **X - Member** - Alternate

Article III-47 (ex Article 81)

1. The following shall be prohibited as incompatible with the internal market: all agreements between undertakings, decisions by associations of undertakings and concerted practices which may affect trade between Member States and which have as their object or effect the prevention, restriction or distortion of competition within the internal market, and in particular those which:
 - (a) directly or indirectly fix purchase or selling prices or any other trading conditions;
 - (b) limit or control production, markets, technical development, or investment;
 - (c) share markets or sources of supply;
 - (d) apply dissimilar conditions to equivalent transactions with other trading parties, thereby placing them at a competitive disadvantage;
 - (e) make the conclusion of contracts subject to acceptance by the other parties of supplementary obligations which, by their nature or according to commercial usage, have no connection with the subject of such contracts.
2. Any agreements or decisions prohibited pursuant to this Article shall be automatically void.
3. Paragraph 1 may, however, be declared inapplicable in the case of:
 - (a) any agreement or category of agreements between undertakings;
 - (b) any decision or category of decisions by associations of undertakings;
 - (c) any concerted practice or category of concerted practices, which contributes to improving the production or distribution of goods or to promoting technical or economic progress, while allowing consumers a fair share of the resulting benefit, and which does not:
 - (d) impose on the undertakings concerned restrictions which are not indispensable to the attainment of these objectives;

- (e) afford such undertakings the possibility of eliminating competition in respect of a substantial part of the products in question.

COMPANIES THAT INFRINGE THE ACTS ON COMPETITION SHALL IN PRINCIPAL PAY FULL COMPENSATION TO CUSTOMERS WHO CAN DEMONSTRATE A LOSS.

Explanation (if any) :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-47

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-47 (ex-Artikel 81)

(1) ...

(2) ...

(3) Absatz 1 kann jedoch für nicht anwendbar erklärt werden auf

- a) Vereinbarungen oder Gruppen von Vereinbarungen zwischen Unternehmen,
- b) Beschlüsse oder Gruppen von Beschlüssen von Unternehmensvereinigungen,
- c) aufeinander abgestimmte Verhaltensweisen oder Gruppen von solchen, die unter angemessener Beteiligung der Verbraucher an dem entstehenden Gewinn zur Verbesserung der Warenerzeugung oder -verteilung oder zur Förderung des technischen, ~~oder~~ wirtschaftlichen **oder ökologischen** Fortschritts beitragen, ohne dass den beteiligten Unternehmen
 - i) Beschränkungen auferlegt werden, die für die Verwirklichung dieser Ziele nicht unerlässlich sind, oder
 - ii) Möglichkeiten eröffnet werden, für einen wesentlichen Teil der betreffenden Waren den Wettbewerb auszuschalten.

Explanation (if any) :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-47

By Ms / Mr : Voggenhuber, Wagener, Nagy, MacCormick

Status : - Member - Alternate

Artikel III-47

Article III-47 (ex Article 81)

1. The following shall be prohibited as incompatible with the internal market: all agreements between undertakings, decisions by associations of undertakings and concerted practices which may affect trade between Member States and which have as their object or effect the prevention, restriction or distortion of competition within the internal market, and in particular those which:
 - (a) directly or indirectly fix purchase or selling prices or any other trading conditions;
 - (b) limit or control production, markets, technical development, or investment;
 - (c) share markets or sources of supply;
 - (d) apply dissimilar conditions to equivalent transactions with other trading parties, thereby placing them at a competitive disadvantage;
 - (e) make the conclusion of contracts subject to acceptance by the other parties of supplementary obligations which, by their nature or according to commercial usage, have no connection with the subject of such contracts.
2. Any agreements or decisions prohibited pursuant to this Article shall be automatically void.
3. Paragraph 1 may, however, be declared inapplicable in the case of:
 - (a) any agreement or category of agreements between undertakings;
 - (b) any decision or category of decisions by associations of undertakings;
 - (c) any concerted practice or category of concerted practices, which contributes to improving the production or distribution of goods or to promoting technical, ~~or~~ economic or environmental progress, while allowing consumers a fair share of the resulting benefit, and which does not:
 - (i) impose on the undertakings concerned restrictions which are not indispensable to the attainment of these objectives;

- (ii) ~~afford such undertakings the possibility of eliminating competition in respect of a substantial part of the products in question.~~

Explanation if any :

Cooperation between companies with an explicit environmental objective, for example green procurement systems between companies should be allowed.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 47

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : **G.M. de Vries**
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : **Member** **Alternate**

1. The following shall be prohibited as incompatible with the internal market: all agreements between undertakings, decisions by associations of undertakings and concerted practices which may

affect trade between Member States and which have as their object or effect the prevention, restriction or distortion of competition within the internal market, and in particular those which:

- (a) directly or indirectly fix purchase or selling prices or any other trading conditions;
- (b) limit or control production, markets, technical development, or investment;
- (c) share markets or sources of supply;
- (d) apply dissimilar conditions to equivalent transactions with other trading parties, thereby placing them at a competitive disadvantage;
- (e) make the conclusion of contracts subject to acceptance by the other parties of supplementary obligations which, by their nature or according to commercial usage, have no connection with the subject of such contracts.

2. Any agreements or decisions prohibited pursuant to this Article shall be automatically void.

3. Paragraph 1 may, however, be declared inapplicable in the case of:

- (a) any agreement or category of agreements between undertakings;
- (b) any decision or category of decisions by associations of undertakings;
- (c) any concerted practice or category of concerted practices

which contributes to

improving the production or distribution of goods or to promoting technical or economic progress, while allowing consumers a fair share of the resulting benefit, and which does not:

- (i) impose on the undertakings concerned restrictions which are not indispensable to the attainment of these objectives;
- (ii) afford such undertakings the possibility of eliminating competition in respect of a substantial part of the products in question.

Explanation (if any):

It should be clear that the conditions which are specified under (c) also apply to (a) and (b). Therefore the layout under (c) should be similar to the layout of the Nice Treaty.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : Article III-47, 3 (ex Article 81)

By Ms: Helle THORNING-SCHMIDT

Status : Alternate

3. Paragraph 1 may, however, be declared inapplicable in the case of:

- (a) any agreement or category of agreements between undertakings;
 - (b) any decision or category of decisions by associations of undertakings;
 - (c) any concerted practice or category of concerted practices, which contributes to improving the production or distribution of goods or to promoting technical, economic or *environmental progress*, while allowing consumers a fair share of the resulting benefit, and which does not:
 - (i) impose on the undertakings concerned restrictions which are not indispensable to the attainment of these objectives;
 - (ii) afford such undertakings the possibility of eliminating competition in respect of a substantial part of the products in question.
-

Explanation (if any) :

Cooperation between companies with an explicit environmental objective, for example green procurement systems between companies should be allowed.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-49

By Mr : Joschka Fischer

Status : - Member

Artikel III-49 (ex-Artikel 83)

(1) ~~Der Rat erlässt auf Vorschlag der Kommission die Europäischen Verordnungen zur~~Die Verwirklichung der in den [Artikeln III-47 und III-48 (ex-81 und 82)] niedergelegten Grundsätze erfolgt durch Gesetz oder Rahmengesetz. ~~Er beschließt nach Anhörung des Europäischen Parlaments.~~

(2) Die in Absatz 1 vorgesehenen ~~Europäischen Verordnungen~~ Gesetze oder Rahmengesetze bezwecken insbesondere:

- a) die Beachtung der in [Artikel III-47 (ex-81) Absatz 1] und [Artikel III-48 (ex-82)] genannten Verbote durch die Einführung von Geldbußen und Zwangsgeldern zu gewährleisten;
 - b) die Einzelheiten der Anwendung des [Artikels III-47 (ex-81) Absatz 3] festzulegen; dabei ist dem Erfordernis einer wirksamen Überwachung bei möglichst einfacher Verwaltungskontrolle Rechnung zu tragen;
 - c) gegebenenfalls den Anwendungsbereich der [Artikel III-47 und III-48 (ex-81 und 82)] für die einzelnen Wirtschaftszweige näher zu bestimmen;
 - d) die Aufgaben der Kommission und des Gerichtshofes bei der Anwendung der in diesem Absatz vorgesehenen Vorschriften gegeneinander abzugrenzen;
 - e) das Verhältnis zwischen den innerstaatlichen Rechtsvorschriften einerseits und diesem Abschnitt sowie den aufgrund dieses Artikels erlassenen ~~Europäischen Verordnungen~~ Gesetze oder Rahmengesetze andererseits festzulegen.
-

Explanation:

Diese Bestimmungen haben, wegen ihrer erheblichen Bedeutung für die Bürger der Union, legislativen Charakter und sollten daher im normalen Gesetzgebungsverfahren unter voller Mitentscheidung der Europäischen Parlaments erlassen werden. Dies wird z.B. besonders deutlich bei der Einführung von Geldbußen oder Zwangsgeldern, die als erhebliche belastende Eingriffe einer gesetzlichen Grundlage bedürfen.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-49

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-49 (ex-Artikel 83)

~~(1) Der Rat erlässt auf Vorschlag der Kommission die Europäischen Verordnungen zur Verwirklichung der in den [Artikeln III-47 und III-48 (ex-81 und 82)] niedergelegten Grundsätze. Er beschließt nach Anhörung des Europäischen Parlaments.~~

~~(2) Die in Absatz 1 vorgesehenen Europäischen Verordnungen bezwecken insbesondere:~~

Zur Verwirklichung der in den [Artikeln III-47 und III-48 (ex-81 und 82)] niedergelegten Grundsätze können Europäische Gesetze erlassen werden, die insbesondere Folgendes bezwecken:

- a) die Beachtung der in [Artikel III-47 (ex-81) Absatz 1] und [Artikel III-48 (ex-82)] genannten Verbote durch die Einführung von Geldbußen und Zwangsgeldern zu gewährleisten;
- b) die Einzelheiten der Anwendung des [Artikels III-47 (ex-81) Absatz 3] festzulegen; dabei ist dem Erfordernis einer wirksamen Überwachung bei möglichst einfacher Verwaltungskontrolle Rechnung zu tragen;
- c) gegebenenfalls den Anwendungsbereich der [Artikel III-47 und III-48 (ex-81 und 82)] für die einzelnen Wirtschaftszweige näher zu bestimmen;
- d) die Aufgaben der Kommission und des Gerichtshofes bei der Anwendung der in diesem Absatz vorgesehenen Vorschriften gegeneinander abzugrenzen;
- e) das Verhältnis zwischen den innerstaatlichen Rechtsvorschriften einerseits und diesem Abschnitt sowie den aufgrund dieses Artikels erlassenen Europäischen Verordnungen andererseits festzulegen.

Explanation (if any) :

Aufgrund der Grundrechtsrelevanz dieser Befugnis sollte das ordentliche Gesetzgebungsverfahren zur Anwendung kommen.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : [Article III-50 \(ex Article 84\)](#)

By Mr Hain

Status : **Member**

[Article III-50 \(ex Article 84\)](#)

[Until the entry into force of the European regulations adopted in pursuance of \[Article III-49 \(ex 83\)\], the authorities in Member States shall rule on the admissibility of agreements, decisions and concerted practices and on abuse of a dominant position in the internal market in accordance with their ~~internal~~ national law and \[Articles III-47 \(ex 81\), in particular paragraph 3, and III-48 \(ex 82\)\].](#)

Explanation (if any) :